

Vanessa Jérôme
LabEx Tepsis/EHESS-CESSP

Séminaire « Nature et politique »
Séance du 5 novembre 2015

Commentaire/discussion de Fabrice Flipo et Christian Pilichowski,
L'écologie combien de divisions ?, Ed. du Croquant, 2015.

1/La composition de l'ouvrage

Le dialogue introductif :

Mime l'ensemble des poncifs auxquels les militants (au sens large) sont quotidiennement confrontés et qui se présente ici sous forme de « couples aporiques » que l'ouvrage entend justement aider à dépasser :

Social - Environnemental ou Humain - Nature
Temps court - Temps long
Classes populaires - Classes bourgeoises
Action publique et collective - Gestes individuels
Emploi - Ressources naturelles
Pouvoir d'achat - Santé/qualité de vie

Les dépasser en s'interrogeant à trois niveaux :

- Temporalité/Echelles des luttes
- Intersectionnalité « rouge/verte »
- Division du travail politique et partisan (positions de fond/modalités opératoires)

Avec une hypothèse maîtresse :

- Tous les mouvements engagés seraient plus forts si étaient mieux articulés entre eux puisque sont à ce jour trop dispersés, trop « petits » et trop faiblement implantés et donc peu capables de mobiliser à la hauteur des enjeux.

Une première (longue) partie en forme d'état des lieux thématique (agriculture, transport, logement, urbanisme...) qui permet de faire le tour d'horizon, éléments chiffrés et objectivés à l'appui, des problématiques auxquelles l'on doit faire face.

Les militants, qui ne disposent pas nécessairement de l'ensemble des éléments de langage reproduits ici apprécieront nécessairement cette synthèse qui peut les aider, quel que soit leur degré de familiarité avec la « cause », à en saisir le caractère systémique.

Une seconde partie en forme de pistes de réflexion qui aident à penser sur le fond et en pratique l'union de « l'écologie sociale » et de « l'écocapitalisme ».

2/ Commentaires problématisés

Rien à dire sur le fond avec la légitimité de la proposition selon laquelle « rouges » et « verts » ont quelque chose à dire et à construire ensemble dans ce moment social et politique.

Mais il faut avoir en tête :

- que cette évidence n'en est pas une : elle nécessite de considérer que les ambitions d'émancipation sociale, d'égalité, de liberté, d'autonomie... ne sont pas - seulement - des rhétoriques ou des « façades institutionnelles » (cf. E.Goffman) pour les organisations partisans, syndicales, associatives... ;
- qu'elle ne vaut pas pour tout le monde : bien des acteurs sociaux, notamment ignorants des intérêts de classe qu'ils défendent n'ont pas toujours d'intérêts objectifs à s'accorder sur des projets émancipatoires, ni sur les mêmes projets ;
- et que, et c'est l'argument principal de ce que la sociologie politique peut apporter ici, **la structuration même du champ politique et de l'espace des luttes de terrain tend à l'interdire en l'état.**

Au-delà des bonnes volontés, dont il n'y a pas de raison de douter, l'espace des possibles est restreint, fortement structuré par l'intérêt des acteurs qui le (re)configurent et qui, jusque là, **n'ont pas pu renoncer à un ensemble de « profits » politiques et symboliques qui justifient justement leur existence** et que l'on peut tenter de penser à deux niveaux :

Celui de l'idéologie tout d'abord.

L'écologie et le marxisme ont tous deux prétention au systémisme, et l'on voit mal comment une **refondation idéologique sans prétention de domination** peut advenir.

- Lutte des classes et transition écologique sont-elles réellement conciliables ou plutôt à quel(s) prix le sont-elles ?

Un prix qui ne serait justement pas celui de la **domination symbolique d'une idéologique sur l'autre** ou, a contrario, de la **désidéologisation simultanée de la lutte des classes et de l'écologie...** (à voir les succès relatifs mais réels de la RSE, du greenwashnig et autres tentatives de récupération de l'écologie par le néolibéralisme, et des alliances électorales à géométrie variable, on peut douter...)

Celui de l'articulation des luttes, ensuite.

Dans un contexte où « *ce ne sont pas les forces critiques qui possèdent le pouvoir de définition* » (*dixit les auteurs*), ou autrement dit dans lequel les acteurs qui défendent l'avènement d'une « écologie » et d'un « socialisme » sont minoritaires et désunis (et surtout concurrents en terme de clientèle électorale) dans le champ politique, **l'enjeu est**

d'échapper à cette sorte de repli sur la lutte « de terrain » ou plutôt « des terrains » qui produit des dynamiques peu porteuses puisque peu reproductibles, manquant la montée en généralité qui pourrait justement faire « événement » (cf. Fassin&Bensa) c'est-à-dire les unir et leur donner un sens pleinement et doublement eschatologique/ontologique.

3/ Pistes de réflexion

et c'est justement cela à quoi invite l'ouvrage et surtout, la discussion qu'il suscite !

- revendiquer une réelle ambition de refondation idéologique commune
- faire de l'engagement militant une opportunité et non un frein : cela nécessite :
 - soit, paradoxalement, de minimiser le poids relatif des socialisations partisans qui sont justement au principe de la structuration idéologique des militants et de leurs - prises de - positions en évitant l'écueil de désidéologisation des militants,
 - soit de construire les conditions de possibilité d'une socialisation partisane commune au-delà des expériences d'acculturation *par* et *dans* l'expérience de terrain.
- abandonner le mythe de la « convergences des luttes de terrain » où « *chacun expérimente des résistances qui restent mal connues pour les autres* » (*dixit les auteurs*), c'est à dire de les considérer comme si elle valaient *en* elles-mêmes et *par* elles-mêmes ;
- faire réellement de la « politique autrement », c'est-à-dire en renonçant aux profits différenciés mais concurrentiels de la captation de clientèles électorales et de positions politiques et institutionnelles qui sont, et c'est tout le paradoxe, l'ambition même de ceux qui prétendent gouverner le monde autrement.

Pour en discuter...